

ATTENDU QUE, au terme de l'exercice de restructuration, 9090-8153 Québec inc. disposera d'un volume suffisant de crevettes pour rentabiliser et assurer la viabilité à long terme de son entreprise de pêche;

ATTENDU QUE le bateau actuel de 9090-8153 Québec inc. ne sera plus adapté pour la pêche à l'extérieur du golfe en raison du volume de crevettes accru au terme de la réalisation du projet de restructuration, compromettant ainsi la sécurité en mer de l'équipage;

ATTENDU QUE le projet de restructuration comporte aussi l'acquisition et la réparation d'un bateau de pêche commerciale par 9090-8153 Québec inc., l'achat et l'installation de chaluts jumeaux et le refinancement de sa dette hypothécaire au coût de 2 045 500 \$;

ATTENDU QU'il est important d'assurer une présence constante des entreprises de pêche du Québec dans la zone 6 leur permettant de constituer un historique de capture sur lequel se base généralement Pêches et Océans Canada pour attribuer l'accès à d'autres ressources;

ATTENDU QUE Pêches et Océans Canada ne s'implique pas financièrement dans le projet de restructuration des crevetiers du groupe A, mais qu'il accepte d'assouplir les règles administratives entourant la gestion de la ressource pour faciliter la réalisation du projet;

ATTENDU QU'il est opportun d'aider 9090-8153 Québec inc. dans la réalisation du projet de restructuration et pour l'acquisition d'un bateau et d'équipements de pêche commerciale sécuritaires et adaptés au contexte;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur le financement de la pêche commerciale (L.R.Q., c. F-1.3), le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, consentir des garanties de prêts aux conditions qu'il détermine à des pêcheurs ou autres personnes, à des sociétés ou organismes exerçant une activité reliée à l'aquaculture commerciale ou à la préparation, la transformation ou la commercialisation des produits de la pêche;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 6.2 de cette loi, le gouvernement détermine les modalités, conditions et délais de remboursement de ces garanties de prêts et peut adopter les mesures de surveillance et d'administration qu'il juge nécessaires pour s'assurer que ces garanties de prêts seront utilisées aux fins pour lesquelles elles sont consenties;

ATTENDU QUE par le décret n° 485-2001 du 2 mai 2001, modifié par le décret n° 818-2007 du 18 septembre 2007, le gouvernement a approuvé le Programme de financement de la pêche commerciale qui prévoit les conditions et modalités pour l'octroi de garanties de prêt à des entreprises de pêche;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit autorisé à convenir avec 9090-8153 Québec inc. et son prêteur une garantie de prêt, selon les modalités et conditions prévues au Programme de financement de la pêche commerciale approuvé par le décret n° 485-2001 du 2 mai 2001 et modifié par le décret n° 818-2007 du 18 septembre 2007, sauf pour ce qui suit :

— le montant maximum du financement qui peut être consenti est de 2 450 000 \$;

— la durée maximale du financement est de 25 ans;

QUE cette garantie de prêt soit en outre assujettie aux conditions et modalités substantiellement conformes à celles énumérées à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle au soutien du présent décret;

QUE les crédits requis pour comptabiliser la provision pour pertes sur interventions financières gouvernementales de 4 % de la garantie maximale de 2 450 000 \$ à 9090-8153 Québec inc. soient financés à même l'enveloppe fermée du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour l'exercice financier 2011-2012;

QUE le ministre soit autorisé à prendre toute mesure et à signer tout document qu'il estime opportun pour exécuter le présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
GILLES PAQUIN

56614

Gouvernement du Québec

Décret 1139-2011, 16 novembre 2011

CONCERNANT la nomination d'une observatrice auprès du Fonds de recherche du Québec – Santé

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2° de l'article 46 de la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (L.R.Q., c. M-30.01), le Fonds de recherche du Québec – Santé a été institué;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 50 de cette loi, le Fonds de recherche du Québec – Santé est administré par un conseil d'administration formé d'un nombre impair d'au plus quinze membres, dont le scientifique en chef et le directeur scientifique, nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 50 de cette loi, le gouvernement peut nommer des observateurs auprès du Fonds de recherche du Québec – Santé;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 195-2007 du 21 février 2007, madame Geneviève Tanguay a été nommée observatrice auprès du Fonds de la recherche en santé du Québec et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation :

QUE madame Marie-Josée Blais, directrice des collaborations internationales du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, soit nommée observatrice auprès du Fonds de recherche du Québec – Santé, en remplacement de madame Geneviève Tanguay.

Le greffier du Conseil exécutif,
GILLES PAQUIN

56615

Gouvernement du Québec

Décret 1140-2011, 16 novembre 2011

CONCERNANT des modifications aux décrets numéros 1306-96 du 16 octobre 1996 et 53-2001 du 24 janvier 2001 concernant l'acquisition de parts par la Société de développement des entreprises culturelles et une avance du ministre des Finances

ATTENDU QUE le paragraphe 1^o de l'article 25 de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (L.R.Q., c. S-10.002) prévoit que la Société de développement des entreprises culturelles (ci-après appelée « la Société ») doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour acquérir des actions, des parts ou des éléments d'actif d'une personne morale ou en disposer;

ATTENDU QUE le paragraphe 2^o de l'article 38 de cette loi prévoit que le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour rencontrer ses obligations ou pour l'exercice de ses objets et pouvoirs;

ATTENDU QUE par les décrets numéros 1306-96 du 16 octobre 1996 et 53-2001 du 24 janvier 2001, modifiés par le décret numéro 866-2008 du 3 septembre 2008, le gouvernement a autorisé la Société à acquérir des parts du Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite, jusqu'à concurrence de 10 000 000 \$;

ATTENDU QUE, conformément à ces mêmes décrets, le ministre des Finances a versé des avances de 10 000 000 \$ à la Société pour le financement de cette contribution;

ATTENDU QU'il y a lieu de reporter la date de remboursement de ces avances;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, par l'entremise de la Société, participera à une nouvelle ronde de capitalisation de 10 400 000 \$ du Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite, en collaboration avec le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec et l'Union des artistes;

ATTENDU QUE la capitalisation additionnelle sera assurée par une contribution de 3 300 000 \$ de la Société, de 6 700 000 \$ du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec et de 400 000 \$ de l'Union des artistes, portant ainsi le capital du Fonds à 40 400 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société à acquérir des parts additionnelles du Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite, jusqu'à concurrence de 3 300 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu que le ministre des Finances avance à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, une somme en capital global n'excédant pas 3 300 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine :

QUE les décrets numéros 1306-96 du 16 octobre 1996 et 53-2001 du 24 janvier 2001 concernant l'acquisition de parts par la Société de développement des entreprises culturelles et une avance du ministre des Finances, tels que modifiés par le décret numéro 866-2008 du 3 septembre 2008, soient de nouveau modifiés par le remplacement, dans le paragraphe *b* du deuxième alinéa du dispositif, de la date du « 31 décembre 2009 » par celle du « 31 décembre 2021 »;

QUE la Société de développement des entreprises culturelles soit autorisée à acquérir des parts additionnelles du Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite, jusqu'à concurrence de 3 300 000 \$;